

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobiliers**

**CONCEPTION ET REALISATION D'UNE ŒUVRE D'ART DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU
CENTRE SPORTIF DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG**

Cahier des Clauses Particulières

DCI 2025 604

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : CLAUSES TECHNIQUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 1 : GENERALITES	4
ARTICLE 2 : ESQUISSE	5
ARTICLE 3 : PERFECTIONNEMENT DE LA CONCEPTION ET PROTOTYPE	5
ARTICLE 4 : FABRICATION ET INSTALLATION	5
ARTICLE 5 : MEDIATION ET COMMUNICATION	6
ARTICLE 6 : LES DELAIS	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 7 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	7
7.1 - OBJET DU MARCHE	7
7.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES, LOTS ET PHASES	8
IL N'EST PAS PREVU DE DECOMPOSITION EN LOTS NI DE TRANCHES.	8
7.3 - DUREE DU MARCHE	8
	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 8 : INTERVENANTS	9
8.1 - MAITRISE D'ŒUVRE	9
8.2 - CONTROLE TECHNIQUE	10
ARTICLE 9 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	11
ARTICLE 10 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
10.1 AVANCE	11
10.2 ACOMPTES	11
ARTICLE 11 : PRIX DU MARCHE	12
11.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	12
11.2 - CARACTERISTIQUE DES PRIX PRATIQUES	
11.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	
11.4 - MODALITES DE VARIATION	13
ARTICLE 12 -REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	13
12.1. - GROUPEMENTS	14
12.2. - MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 13 : PENALITES DE RETARD	16
ARTICLE 14 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	17

14.1 – REALISATION D'UN PROTOTYPE	17
14.2 - OPERATIONS DE VERIFICATION	17
14.3 – ADMISSION ET RECEPTION	17
ARTICLE 15 : MAINTENANCE ET ENTRETIEN	17
ARTICLE 16 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	18
ARTICLE 17 : ARRET ET SUSPENSION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
17.1- ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
17.2- SUSPENSION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 18 : RESILIATION DU MARCHE	19
ARTICLE 19 : ASSURANCES	19
ARTICLE 20 - REGLEMENT DES LITIGES	
ARTICLE 21 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE	20
ARTICLE 22 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	20
ARTICLE 23 : CLAUSE DE REEXAMEN	20
ARTICLE 24 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	21
ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	21

Article 1 : Généralités

Le prix global et forfaitaire porté à l'Acte d'Engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci.

Les prix comprennent dans tous les cas :

- toutes les études, calculs, dessins et nomenclatures nécessaires à la réalisation,
- la présentation et le dépôt d'un prototype, l'exécution de tout essai demandé par le Maître de l'ouvrage ou le Maître d'œuvre,
- toutes précautions pour éviter les nuisances aux ouvrages existants (vibrations, courants, vagabonds, gaz nocifs, salissures...),
- le relevé et l'implantation (DOE) des ouvrages,
- la fourniture de tous les matériaux, produits, accessoires entrant dans la composition des ouvrages, leurs fixations et liaisons, les calfeutrements, jusqu'à la finition complète et parfaite (en particulier : y compris les accessoires indispensables à l'exécution complète et dans les règles de l'art, de la prestation concernée). Ces fournitures et matériaux sont neufs, de première qualité, conformes aux spécifications techniques,
- la main d'œuvre et son transport,
- le transport, le stockage et l'entreposage des matériels et des matériaux éventuels et toutes les manutentions jusqu'à pied d'œuvre de ces fournitures,
- la mise en œuvre des matières et fournitures avec les travaux préparatoires, traçage, montage provisoire éventuel, conformément aux prescriptions des devis descriptifs complétés par les D.T.U., les décisions d'agréments du C.S.T.B. ou les notices d'emploi ou de montage des fabricants ou constructeurs,
- la dépose de tout équipement, installation, matériel gênant le bon déroulement des travaux ainsi que leur repose,
- la protection individuelle et collective des ouvriers (échafaudages, plates-formes nécessaires à la bonne exécution des travaux...),
- la protection des usagers et des ouvrages adjacents puis l'enlèvement de ces protections et la remise en état d'origine,
- les engins de levage et tous matériels nécessaires pour la mise en œuvre des matériaux,
- la réparation des dégâts causés aux voies publiques,
- le nettoyage quotidien du chantier ; aucun gravois ou déchets ne pourront être stockés dans les locaux aménagés, ils seront triés, chargés et évacués au fur et à mesure vers les bennes à déchets,
- l'exécution des travaux de façon à ce que le voisinage ne soit pas incommodé ou perturbé, ni par le bruit, ni par la projection de débris ou de poussières,
- toutes les mesures nécessaires pour protection à la salissure et aux éclaboussures des ouvrages existants conservés dans l'immeuble, à l'extérieur (abords et domaine public) et particulièrement durant le transit du matériel, l'évacuation des gravois, leur nettoyage et leur remise en état en cas de dégradation,

- la protection de tous les ouvrages sortis d'usine ou d'ateliers,
- l'établissement des états des lieux, avant et après travaux, si nécessaire ou sur demande du Maître d'œuvre, y compris constat d'huissier si nécessaire,
- les raccords soignés aux ouvrages existants,
- les raccords de finitions après le passage d'autres corps d'état,
- la réception et la préparation adéquate des supports (l'acceptation d'intervention sur un support vaut acceptation de celui-ci),
- l'instruction du personnel d'exploitation et d'entretien,
- l'assistance aux opérations de contrôle du contrôleur technique, et lors de toute visite des autres intervenants (SPS...) ou organismes institutionnels (CARSAT, DIRECCTE...),
- tous travaux et installations touchant tant à la sécurité du personnel de chantier que les tiers, et principalement : protections, balisages, éclairage réglementaire, isolement des zones de travail..., et l'enlèvement de tous ces dispositifs après travaux,
- toutes installations demandées au titre de l'hygiène et de la sécurité, une base vie étant mise à disposition,
- les conséquences dans leur intégralité (administratives, techniques, juridiques éventuellement, financières) de toute modification, par rapport à l'offre, décidée sans l'accord du Maître d'ouvrage, toute correction de travaux non conformes,
- Les frais d'encadrement de chantier et d'assurance.

Article 2 : Esquisse

La partie « Esquisse » se définit par la réalisation d'une esquisse artistique s'intégrant dans le Centre Sportif de l'Université de Strasbourg. Elle s'accompagne de la fourniture d'un livrable composé d'illustrations projetées, d'une note d'intention et d'une offre financière détaillant les coûts de conception et de réalisation. L'esquisse artistique fera l'objet d'une présentation du projet devant le comité artistique à Paris.

Article 3 : Perfectionnement de la conception et prototype

La partie « Perfectionnement de la conception et prototype » se définit par l'approfondissement de la conception de l'œuvre artistique, permettant d'en préciser les modalités de fabrication, d'accroche et d'intégration dans le bâtiment. Elle s'accompagne de la réalisation des plans et détails correspondants ; Cette partie des prestations s'achève par la réalisation d'un prototype en taille réelle. L'approbation du prototype par la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre donne lieu à l'émission d'un ordre de service de procéder au démarrage de la phase « Fabrication et installation ».

Article 4 : Fabrication et installation

La partie « Fabrication et installation » se définit par la fabrication de l'œuvre artistique selon le prototype finalisé et approuvé par la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Elle se poursuit avec la livraison de l'œuvre et installation à son emplacement final, selon le calendrier prévisionnel. La prestation d'installation doit comprendre la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la bonne finalisation de l'œuvre et à son intégration dans le bâtiment ou sur le parvis.

Article 5 : Médiation et communication

Les prestations de médiation se composent des missions suivantes :

- Réalisation de 10 visites commentées de l'œuvre, en présence de l'artiste, à des dates convenues conjointement à l'avance et transmission à une équipe de médiateurs.
- Réalisation d'une plaquette explicative illustrée de l'œuvre et impression en 3000 exemplaires.
- Réalisation du support pour un cartel détaillé (présentation de l'artiste et de l'œuvre) à chaque étage du bâtiment ou l'œuvre est visible.

Les prestations de communication se composent des missions suivantes :

- Réalisation d'un reportage photographique de l'œuvre installée.
- Réalisation d'une édition illustrée du travail du 1^{er} et impression en 3000 exemplaires.
- Réalisation de la communication promotionnelle correspondante : dossier et communiqué de presse réalisés avec un professionnel (attachée de presse) en accord avec le service communication de l'université de Strasbourg.

Article 6 : Les délais

Prestation	Evènement déclencheur de l'exécution	Durée	Evènement extinctif de l'exécution
Esquisse	La notification du marché		La réception et l'approbation de l'esquisse ou du prototype
Perfectionnement de la conception et prototype			
Fabrication et installation	L'ordre de service d'approbation du prototype		La réception sans réserves des œuvres
		5 mois	
Gestion du projet artistique : La Médiation	La réception sans réserves des œuvres	12 mois	12 mois après la réception sans réserves des œuvres *

*La durée de la mission de la médiation peut être prolongée. La prolongation de la durée ne peut avoir pour effet d'augmenter le nombre de visites ni avoir une quelconque incidence financière.

Article 7 : Objet de la consultation - Dispositions générales

7.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (C.C.P) concernent des prestations de conception et de réalisation d'une œuvre d'art dans le cadre de la construction du Centre Sportif de l'Université de Strasbourg.

Lieu(x) d'exécution : Allée René Capitant – Campus de l'Esplanade – 67000 STRASBOURG

Le montant total de l'enveloppe de cette opération de 1% artistique est de 160 00 euros TTC.

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée avec mise en concurrence, dans le cadre des articles R.2172-8 et suivants du Code de la Commande Publique, avec une phase de sélection de 4 candidatures.

Présentation du projet :

Le nouveau centre sportif universitaire (NCSU) est un bâtiment de 6800 m². 4000 m² seront dédiés à la pratique sportive des étudiants et des personnels de l'Université. Il y aura notamment 3 gymnases, 1 salle musculation et cardio-training, 1 salle d'escalade, 1 studio de danse, 1 dojo, 1 salle de boxe, 1 salle activités bien-être, des terrains de squash, 1 salle multi-activités.

Le bâtiment hébergera le service des sports de l'Université qui gère les installations et organise la pratique sportive tout au long de l'année universitaire.

Le bâtiment s'articule autour d'un noyau central attenante à un atrium. Cette organisation permet de desservir facilement les salles de pratiques tout en donnant de la visibilité aux espaces.

Le bâtiment est situé sur le campus de l'esplanade entre la Faculté de Droit et le Patio. Il participe ainsi à délimiter le campus vert. C'est un projet emblématique de l'Opération Campus démarrée il y a 14 ans.

L'enjeu du bâtiment est d'apporter à l'Université la possibilité de répondre aux attentes des étudiants et de ses personnels : formation, pratiques sportives compétitives et de développement personnel et animation sportive du campus. Lieu de vie et de rencontre, le nouveau CSU sera un espace qui participera au bien-être de ses étudiants et ses personnels.

L'œuvre proposée devra correspondre aux valeurs portées par l'Université de Strasbourg et reprises dans ce projet de construction, à savoir une œuvre accessible à tous, fédératrice, porteuse de cohésion à l'échelle de la communauté universitaire.

Le mouvement et l'élévation, sans se limiter au volet sportif, pourraient constituer une ligne directrice, la question de la santé étudiante et du bien-être pourraient en constituer une autre.

Les zones exclues sont celles qui participent à l'identité de l'œuvre architecturale (exemple : façade extérieure) et celles pour lesquelles les contraintes techniques et de fonctionnement sont trop importantes (exemple : salles de pratique sportive).

Les zones à favoriser sont, à l'extérieur, la partie du parvis d'entrée se situant sous le porte-à-faux en bois, à l'intérieur, l'atrium baigné de lumière grâce à sa verrière photovoltaïque à 14m de haut mais aussi les cages d'escalier.

Par ailleurs, une surcharge de 150 kg est possible sur chaque double poutre de la verrière. Une surcharge sur le porte-à-faux extérieur n'est pas envisageable.

Les matériaux mis en œuvre dans ces espaces devront par ailleurs respecter les normes anti-feu (matériaux classés M0 : Matériau incombustible comme le ciment, la brique et le verre entre autres ou M1 : Matériau combustible mais ininflammable comme le PVC, des matériaux composites et les matériaux ignifugés tels que le bois.)

Les systèmes énergivores sont proscrits, il conviendra de privilégier un système passif, sans aucune consommation électrique (au même titre, les systèmes d'arrosage automatique et œuvres végétales sont également proscrits).

L'Œuvre ne devra pas requérir de maintenance spécifique régulière.

7.2 – Décomposition en tranches, lots et phases

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ni de tranches.

Les prestations du marché comprennent les phases (ou missions) suivantes :

- Esquisse ;
- Perfectionnement de la conception et réalisation du prototype ;
- Fabrication et installation qui comprennent la réalisation des percements ainsi que la livraison et la mise en place des œuvres d'art ;
- La gestion du projet artistique post-livraison : La médiation (interventions, présentations, communications...).

7.3 - Durée du marché

Le délai d'exécution des prestations du marché est de **cinq mois** à partir de la notification pour les missions de « Esquisse », « Perfectionnement de la conception et prototype » et « Fabrication et installation » des œuvres d'art. La fin des prestations doit être marquée par la réception matérialisée par un acte du maître de l'ouvrage.

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du marché.

Le démarrage de la phase de « Fabrication et installation » ne peut commencer qu'après l'acte d'approbation du prototype par la maîtrise d'ouvrage.

L'acte d'approbation est fait sous forme de l'ordre de service qui pourra faire mention, de manière expresse, de la date de démarrage. A défaut de la mention expresse, c'est la date de distribution de l'envoi recommandé qui fera foi.

Le délai d'exécution des prestations de la mission de « Gestion du projet artistique : La Médiation » est de douze mois à partir de la notification de l'acte de réception des prestations de réalisation et d'installation des œuvres d'art.

Au-delà des délais contractuels mentionnés au présent article et à l'article 3 de l'Acte d'Engagement, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, en application des stipulations de l'article 13 du présent C.C.P.

Article 8 : Intervenants

8.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

Atelier D-Form (mandataire du groupement)
M. Thomas Weulersse
20 rue de Munster
68230 SOULTZBACH LES BAINS

Tel : 03 89 80 94 84

Fax : 03 89 88 94 96

Mail : info@jplott.fr

Bureaux d'études membres du groupement :

Architecte co-traitant: AJEANCE

BET structure : HAGENMULLER

BET fluids VRD : TERRANERGIE

BET courant fort/faible : PROJELEC

BET acoustique : SCENE ACOUSTIQUE

BET économiste : C2Bi

Le marché du maître d'œuvre est constitué des éléments suivants :

MISSION DE BASE
ESQ - esquisse
APS - études d'avant-projet sommaire
APD - études d'avant-projet définitif

PRO - études de projet
EXE - études d'exécution et de synthèse
ACT - assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
DET - direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR - assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement
MISSIONS COMPLEMENTAIRES
DIA - études de diagnostic
CEM - détermination des coûts de maintenance et d'exploitation
SIGN - traitement de la signalétique

8.2 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.P.

Le contrôle technique est assuré par :

BUREAU VERITAS
4, rue du Parc – OBERHAUSBERGEN
67088 STRASBOURG Cedex 2
Tél : 03 88 56 84 84
Fax : 03 88 56 84 56
courriel : serviceclient.strasbourg@fr.bureauveritas.com

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
S	Sécurité des personnes dans les Etablissement Recevant du Public (ERP)
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
Pha	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
F	Fonctionnement des installations
GTB	Gestion technique du bâtiment

HYS	Hygiène et sécurité dans les constructions d'habitation ou autres bâtiments
-----	-----------------------------------------------------------------------------

Article 9 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.), son annexe 1 relative à la présentation d'un sous-traitant (ou acte spécial) et son annexe 2 relative à la désignation des co-traitants et répartition des prestations valant décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le présent cahier des clauses particulières, techniques et administratives (C.C.P.) ;

B) Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.

Observations générales :

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

Article 10 : Clause de financement et de sûreté

10.1 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant de la tranche affermie est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

10.2 Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

Les prestations incluses dans les phases « Esquisse » et « Perfectionnement de la conception et prototype » font l'objet d'un règlement total après achèvement de chaque élément et approbation du prototype par le maître de l'ouvrage.

Les prestations incluses dans la phase de « Fabrication et installation » des objets artistiques font l'objet d'un règlement total de chaque sous-mission après son achèvement et la décision de réception par le maître de l'ouvrage.

Les prestations incluses dans les éléments de gestion du projet artistique (post-réception) sont réglées de la manière suivante :

- Au début de la phase de gestion du projet artistique : 50,00 % ;
- À la fin des prestations de gestion du projet artistique 50.00 %

Article 11 : Prix du marché

11.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **signature de l'offre définitive** par l'attributaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

11.2 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

Le prix selon le DPGF doit comprendre tous les frais de conception, d'études, de fabrication, de mise en œuvre, d'installations et autres sujétions pour mener à bien la prestation et le parfait fonctionnement selon les règles de l'art, normes, codes et lois en vigueur. Il doit en outre comprendre tous les frais de réalisation et mise en place des œuvres artistiques ainsi que tous les frais liés à la gestion du projet artistique après son installation (interventions, présentations, communications...).

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P.I., les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants, les frais afférents au conditionnement etc...).

Conformément au décret n°2002-677 du 29 avril 2002, modifié par le décret n°2005-90 du 4 février 2005 et précisé par la circulaire d'application du 16 août 2006, le maître d'ouvrage prélève sur la rémunération de l'artiste les cotisations maladie, veuvage, CSG, CRDS au taux de droit commun. Ce précompte est obligatoire, excepté dans le cas où l'artiste a produit une attestation de dispense de précompte.

11.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure est l'index **ING Ingénierie**.

11.4 – Modalité de variation des prix

La révision ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Indices mensuels consultables sur le site de l'INSEE et du Moniteur des travaux publics.

Il est à noter que le paiement de la révision n'intervient qu'à partir du mois où les indices définitifs sont connus et publiés.

.

Article 12 -REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

12.1 - Groupements

- Dans le cas de groupements conjoints, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- Dans le cas des groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G.-PI.

Le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage une note d'honoraires pour chaque phase de missions prévue.

12.2. Modalités de présentation des demandes de paiement

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, l'accusé de réception de la lettre de notification par le maître de l'ouvrage.
- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la date du dépôt sur Chorus par le titulaire du décompte et des pièces annexées.

Nota : Le total de versement des acomptes ne pourra dépasser 95% du montant total du marché avant que la réception de la phase ne soit prononcée.

- Pour le solde, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur suite à l'achèvement de la mission de « La Médiation » (personne publique et Entrepreneur titulaire), dans les conditions prévues aux articles 11.6, 11.7 et 11.8 du C.C.A.G.- PI.

Nota : Eu égard à l'alinéas précédent, le solde sera de minimum 5% du montant du marché.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

Le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage une note d'honoraires pour chaque phase de missions prévue.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.- PI.

Les demandes de paiement devront parvenir sur Chorus Portail Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- La décomposition des prix forfaitaires
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>

Depuis 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants: le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

ac-bureaufacturier@unistra.fr

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0

- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

Article 13 : Pénalités de retard

Il est dérogé aux stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G.-P.I. dans les conditions suivantes :

Pénalité de retard :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le jour calendaire suivant le jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 22.4. du CCAG PI.

Cette pénalité est forfaitaire et s'élève à 100€ par jour de retard calendaire. La somme cumulée des pénalités pour le retard ne peut dépasser 1500 €.

Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant ou retard dans la présentation d'un sous-traitant :

Une pénalité de 50 € sera appliqué, en cas de non déclaration d'un sous-traitant ou retard dans la présentation d'un sous-traitant, par défaut constaté.

En outre par dérogation à l'article 20-1 du C.C.A.G Travaux, les pénalités de retard suivantes s'ajoutent comme suit pour la phase « Fabrication et installation »:

- Les pénalités pour le non respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité concernant le chantier et aux interfaces entre chantier et utilisateurs s'élèvent à 50 € par défaut constaté ;
- Les pénalités pour l'encombrement des sorties de secours du bâtiment s'élèvent à 100 € par jour calendaire de retard ;
- Les pénalités pour le retard dans le nettoyage de chantier s'élèvent à 100 € par jour calendaire de retard.

Ces pénalités sont révocables, cumulables et sont comptées, par jour calendaire, depuis la date de constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées.

Elles seront appliquées sur les factures présentés par le titulaire du marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage.

Aucune exonération des pénalités ne sera faite, sauf en cas de décision prise par le pouvoir adjudicateur.

Elles ne sont pas affectées par la révision des prix.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de levée.

Article 14 : Vérifications et admission

14.1 – Réalisation d'un prototype

Le titulaire du marché devra réaliser et présenter un prototype au maître d'ouvrage afin qu'il puisse contrôler sa conformité par rapport aux prescriptions définies au marché. Le démarrage de la réalisation du prototype se fera par ordre de service conformément à l'article 1.3 du présent C.C.P.

L'exécution de l'ensemble des prestations du marché ne pourra intervenir qu'après validation expresse du prototype par le maître de l'ouvrage. Le maître d'œuvre présentera un avis sur la conformité du prototype. Cet avis sera un avis simple qui n'entraînera pas validation du prototype. La validation émanera du maître d'ouvrage.

14.2 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification des prestations seront effectuées dans les conditions de l'article 28 du C.C.A.G.-P.I.

14.3 – Admission et réception

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I., par le pouvoir adjudicateur.

Les reprises du prototype suite à la demande du maître d'ouvrage seront aux frais du titulaire du marché jusqu'à validation par celle-ci.

La réception sera prononcée à l'achèvement des travaux de pose de tous les éléments d'œuvre artistique.

Article 15 : Maintenance et entretien

L'attributaire du présent marché s'engage à fournir au maître d'ouvrage l'ensemble des informations nécessaire à l'entretien des œuvres d'art afin que celles-ci puissent être maintenues en bon état.

Article 16 : Droit de propriété intellectuelle

L'utilisation des résultats et les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du titulaire sont définis à l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.

En complément des dispositions de cet article, il est précisé que le titulaire cède au maître de l'ouvrage le droit de reproduire et de présenter les résultats dont il est auteur et qui résultent de l'exécution des prestations du marché.

Ce droit comprend le droit de reproduire et/ou de représenter tout ou partie des résultats, notamment sous forme de cliché photographique et sur tout support, notamment papier, électronique, numérique ou tout autre, actuel ou futur et ce pour toute destination et/ou exploitation non commerciale.

Le maître de l'ouvrage est autorisé à exercer les droits de reproduction et de représentation ci-dessus énoncés dans un but non commercial, afin d'illustrer des plaquettes qui pourront être diffusés pour ses besoins propres, mais également par d'autres administrations ou des étudiants, dans le cadre des leurs études ou recherches.

Article 17 : Arrêt et suspension de l'exécution des prestations

17.1- Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme d'une phase ou d'une mission. Dans ce cas le titulaire percevra une indemnité de résiliation de la valeur du prototype réalisé.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à tout moment s'il estime que la réalisation des prestations porte atteinte à l'intégrité du bâtiment.

17.2- Suspension de l'exécution des prestations

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre, par une décision notifiée au titulaire, l'exécution des prestations suite à la réalisation du prototype ou si la réalisation des prestations porte atteinte à l'intégrité du bâtiment.

La décision de suspension ne délie pas le prestataire de ses autres obligations contractuelles.

La décision de suspension peut donner lieu à indemnisation.

Le maître de l'ouvrage met fin à la suspension de l'exécution des prestations en notifiant au prestataire une décision de reprise de l'exécution ou une décision de résiliation du marché.

En cas de reprise de l'exécution, le délai d'exécution initial est automatiquement prolongé d'une durée au moins égale à la période de suspension.

Article 18 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 41 inclus du C.C.A.G.-P.I.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 1,00 %.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 30 du C.C.A.G- M.Æ., l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 7 % de son marché de pénalités applicables et consignées par le maître d'ouvrage. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

Article 19 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 ainsi que l'article 1792 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 20 : Règlement des litiges

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg, à l'exception des actions relevant de la propriété artistique, de la compétence des juridictions judiciaires.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Article 21 : Clauses de confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire, son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance en cours d'exécution du marché.

Article 22 : Marchés de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des travaux complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

Article 23 : Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications pourront porter sur la durée d'exécution des prestations à fournir telles que prévues dans la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires. Ces modifications pourront notamment porter sur la prolongation des missions de gestion de projet artistique pour des raisons de maintien de santé publique.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé. Les modifications prendront la forme d'un avenant.

Article 24 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 25 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 9 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles ;

L'article 13 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.